

UE : Merkel reste ferme sur l'entrée de la Turquie

jeudi 1er avril 2010, par [Christine Fauvet-Mycia](#)

Par Christine Fauvet-Mycia

Plus souple que la veille, la chancelière en visite à Ankara ne dit pas non à l'ouverture de lycées turcs en Allemagne.

À Istanbul

Il faudra davantage que la figurine d'une colombe blanche, offerte par Angela Merkel à son hôte, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, pour écarter les contentieux qui s'accumulent entre leur pays. Ce symbole de paix aura peut-être contribué à la trêve verbale observée, après l'escalade à laquelle les deux leaders se sont livrés par médias interposés la semaine dernière, mais la visite en Turquie de la chancelière allemande, arrivée lundi, n'a pas rapproché les vues turque et allemande sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Prudemment, Angela Merkel, qui effectuait son deuxième déplacement à Ankara depuis 2006, et Recep Tayyip Erdogan ne se sont pas attardés sur ce sujet sensible lors de la conférence de presse commune. Et la chancelière allemande n'est pas revenue publiquement sur sa préférence pour un « partenariat privilégié » entre la Turquie et l'Union européenne à la place d'une adhésion pleine. Son opposition réitérée, avant sa visite, à l'entrée de la Turquie dans l'UE avait profondément irrité le gouvernement turc. « Le partenariat privilégié, (...), cela n'existe pas, cela n'a pas de fondement légal », avait notamment répliqué samedi Egemen Bagis, le ministre chargé des Affaires européennes. À Ankara, Angela Merkel a préféré insister sur la nécessité de poursuivre les négociations et parler de « processus ouvert », une façon plus diplomatique de signifier que le processus d'adhésion n'avait pas forcément pour finalité l'intégration de la Turquie dans l'UE.

Autre sujet de désaccord sur lequel aucune convergence de vue n'a été observée, le dossier du nucléaire iranien. Angela Merkel a défendu l'adoption de sanctions internationales contre l'Iran, mais le premier ministre turc a insisté sur la nécessité de persévérer dans la « voie diplomatique », la seule option à même de produire des résultats selon lui.

2,7 millions de Turcs en Allemagne

C'est surtout la question de l'intégration des 2,7 millions de Turcs d'Allemagne qui a dominé cette première journée. La semaine dernière, Recep Tayyip Erdogan s'était de nouveau prononcé pour l'ouverture d'établissements scolaires en langue turque en Allemagne. « En Turquie, nous avons des lycées allemands, pourquoi ne devrait-il pas y avoir de lycées turcs en Allemagne ? », avait-il déclaré. Une université allemande doit notamment ouvrir ses portes à Istanbul prochainement. Mais son homologue allemand avait rétorqué « ne rien voir de bon » dans cette proposition : « Nous voulons que les gens qui vivent depuis de nombreuses générations chez nous s'intègrent à ce pays. » À Ankara, Angela Merkel s'est montrée plus conciliante. Si des écoles allemandes existent en Turquie, « bien sûr la Turquie peut avoir des écoles en Allemagne », a-t-elle admis, en précisant que cela ne devait pas « constituer une excuse pour ne pas apprendre l'allemand ». Aujourd'hui, la chancelière doit se rendre au lycée allemand d'Istanbul. Elle sera accompagnée par Ahmet Davutoglu, le ministre des Affaires étrangères, qui a étudié dans un établissement public turc d'élite dispensant son enseignement en allemand.

Sources

Source : Le Figaro, le 30.03.10